COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Collectif Bassines non merci 86

Méga ou pas, les bassines ne passeront pas !

10 octobre 2025

Dans sa conférence de presse du lundi 6 octobre, le préfet de la Vienne annonce la fin des méga-bassines dans le bassin du Clain. La lutte gagne encore du terrain !!
Oui mais ... il promet aussi de nouvelles bassines, un peu plus petites, sur lesquelles règne une opacité totale !

La fin des méga-bassines dans la Vienne ... ?
Le préfet Serge Boulanger annonce la fin des 41 méga-bassines sur le bassin du Clain faute « d'acceptabilité sociétale » (1). **C'est une immense victoire pour la lutte anti-bassines et pour tou·te·s les habitant·es du Clain** ! Les résistances populaires de ces dernières années ont bel et bien empêché ces projets d'exister.
Mais nous ne ferons pas ce cadeau au préfet de le croire sur parole : **il faut passer aux actes** et abroger les arrêtés préfectoraux qui autorisent encore la construction des bassines. **Ces inacceptables projets doivent être définitivement enterrés.**

... Ou une bassine peut en cacher une autre ?
Pour tenter de calmer la bourgeoisie agricole et ses syndicats, Serge Boulanger annonce aussi de nouvelles bassines, plus petites, dans la Vienne. Mais un volume moins impressionnant ne les rendra pas plus acceptables !

Ces projets apparemment déjà déposés (en préfecture ?) semblent bien avancés, mais ils restent très nébuleux.

À qui profiteraient ces bassines ? Qui les paieraient ? Où seraient-elles construites ? Pour arroser quelles cultures ? Avec quelles conditions de remplissage ? Quel serait leur impact ?

Qu'est-ce qui garantirait de ne pas voir pousser plusieurs bassines les unes à côté des autres, parfois même à l'usage d'un seul agriculteur comme c'est le cas dans le Cher ?(2)

Les bassines de Lazenay (18), des sociétés EARL de La Paillonerie et l'EARL de Mailly qui appartiennent toutes deux à James Goussard qui n'est autre que le maire de la commune.

(1)https://www.lanouvellerepublique.fr/poitiers/de-l-irrigation-raisonnee-pour-certaines-activites-les-preconisations-du-prefet-de-la-vienne-autour-de-l-eau-1759782158
(2) Deux bassines côte à côte dans le Cher : https://france3-regions.franceinfo.fr/centre-val-de-loire/cher/des-militants-anti-bassines-denoncent-une-concentration-de-projets-dans-le-cher-3038438.html
carte météo-bassine : https://www.bassinesnonmerci.fr/meteobassines-un-outil-pour-sinformer-alerter-agir/

Mais où est donc passée la substitution ?
Le préfet ne s'embête même plus à jouer le tour de passe-passe de la substitution. Cet argument phare des promoteurs des bassines (et condition normalement nécessaire aux financements publics par l'agence de l'eau), consistait à dire que l'eau pompée dans les bassines l'hiver serait alors économisée l'été.
En parlant seulement de stockage, le préfet a donc ici le mérite de l'honnêteté. Si la stratégie semble changer, **l'État porte toujours la même vision du partage de l'eau : l'accaparement de la ressource par quelques-uns**. Les irrigants les plus riches, aux cultures inadaptées mais très rentables, voire spéculatives, pourront se construire des bassines et échapper à la réduction inexorable des volumes d'eau destinés à l'irrigation, quand tous les autres agriculteurs subiront les restrictions et les impacts négatifs des bassines sur la ressource et l'environnement…

L'argent public au service de l'accaparement
Le préfet évoque des financements publics pour ces ouvrages, mais d'où viendraient-ils ? Le département ? L'agence de l'eau ? À l'heure où les budgets sont au cœur de la crise politique, la préfecture et le département feraient-ils cet affront de subventionner les profits de quelques-uns contre tous les autres ?

Les bassines aggravent toujours le problème
La plupart des sous-bassins du Clain ne supportent plus les volumes prélevés actuellement. **Il est urgent de prélever moins et donc de transformer le modèle agricole pour préserver la ressource en eau.**
Le stockage de l'eau dans des bassines, quelque soit leur taille, n'est jamais acceptable. Leur existence maintient le modèle actuel et rend les exploitations encore plus économiquement dépendantes d'une irrigation intensive.
Là où des bassines existent déjà, elles n'ont évidemment pas arrangé la situation de l'eau et l'agriculture industrielle qui y est pratiquée continue de faire disparaître les paysan·nes, de mettre en péril l'eau potable et les écosystèmes.

La lutte continue…
Le préfet annonce le vote de la fameuse étude HMUC lors de la Commission Locale de l'Eau du 5 novembre mais le lobby de l'agro-industrie fait déjà pression pour un nouveau report.

Nous continuons d'exiger la mise en application immédiate des recommandations de l'étude HMUC. Et nous restons mobilisé·es et déterminé·es en cas de démarrage de chantier de bassine, méga ou pas.

Il faut en finir avec toutes les bassines.
Célébrons nos victoires et continuons la lutte.

NO BASSARAN ! Ni ici, ni ailleurs !

CONTACT PRESSE
contactbnm86@protonmail.com
07 53 42 23 06